



Un important déploiement de forces de l'ordre ce matin du 29 avril, pour jeter plus de 300 personnes dont 40% d'enfants hors des 2 terrains qu'elles occupaient depuis plusieurs mois, quai Cormerais à Saint-Herblain.

Une fois de plus, le collectif Romeurope de l'agglomération nantaise dénonce la politique violente et discriminatoire menée par le préfet d'une part, et par Nantes Métropole d'autre part, à l'encontre des migrants, roumains pour la plupart, qui vivent dans de nombreux bidonvilles sur le territoire de l'agglomération nantaise.

Depuis des mois, notre collectif interpelle en vain les autorités pour qu'une table ronde réunissant tous les acteurs se tienne afin de sortir par le haut d'une situation qui maintient des personnes dans une situation d'indignité.

Dernièrement, nous avons écrit à la présidente de Nantes Métropole au sujet du PLUM (Plan Local d'Urbanisme Métropolitain) pour demander que des terrains soient réservés pour ces habitants, afin qu'ils se stabilisent, se sécurisent et puissent construire des projets de vie, ici ou en Roumanie. Aucune réponse.

Un certain nombre de ces personnes travaillent, les enfants sont scolarisés, un suivi sanitaire est assuré. Tout ceci est remis en cause par cette expulsion alors que nous savons tous qu'ils vont rester, juste un peu plus loin, juste ailleurs, et que les progrès vers une insertion seront une fois de plus mis en péril...

C'est pourquoi nous demandons la tenue rapide d'une table ronde avec des élus de l'agglomération nantaise afin que des solutions cohérentes puissent enfin être mises en place